

**6 Société et Culture**

**En marge de la Conférence interministérielle sur la santé et l'environnement en Afrique  
Les ministres visitent le CHU Fondation Jeanne Ebori**



Denise Mekam'ne Edzidzie et ses hôtes ont visité et apprécié les différents services...



... du CHU Fondation Jeanne Ebori.

**Prissilla.M.MOUIY**  
Libreville/Gabon

LA dizaine des ministres africains de la Santé et de l'Environnement, qui séjournent au Gabon dans le cadre de la 3e Conférence interministérielle sur la santé et l'environnement, ouverte mardi à la salle de conférence du stade d'Angondjé, ont visité hier, le Centre hospi-

talo-universitaire (CHU) Fondation Mère-Enfant Jeanne Ebori de Libreville. Ils étaient conduits par leur collègue du Gabon, Denise Mekam'ne Edzidzie, ministre d'État à la Santé, avec qui ils ont fait le tour des différents services de cette structure sanitaire de référence. Du pôle pédiatrique au service de gynécologie, en passant par le laboratoire et le service d'imagerie médicale, les hôtes de De-

nise Mekam'ne se sont imprégnés du fonctionnement des différents services de ce CHU dédié à l'enfant et la mère. « Nous avons voulu leur montrer notre structure médicale la plus récente, partager les expériences et voir comment tisser des partenariats avec eux. Ils ont apprécié nos innovations en méthode de gestion », a confié à la presse Denise Mekam'ne Edzidzie. Pour les autorités gabo-

naises, Jeanne Ebori devrait être une référence dans la région. Le gouvernement s'investit donc pour l'optimisation de la santé de la mère et de l'enfant, en garantissant la gratuité des accouchements et une assurance maladie. Cette politique sanitaire est louable, selon la directrice régionale de l'OMS Afrique, Rebecca Moeti, et devrait inspirer d'autres pays d'Afrique. « Nous nous réjouissons de

voir les pays s'investir à ce niveau dans la santé des populations. Le Gabon est parmi les pays à avoir mis en place un système d'assurance médicale pour sa population. Ce qui montre l'engagement du gouvernement gabonais pour la santé de la femme et l'enfant », a apprécié le Dr Moeti. Dans l'ensemble, les visiteurs se sont dits impressionnés par l'organisation et les équipements de la Fondation Jeanne Ebori.

« Nous venons de voir que le Gabon a inauguré un nouveau style de management dans la gestion des hôpitaux. J'ai été particulièrement impressionnée par la modernité du plateau technique et par le personnel de la Fondation Jeanne Ebori, qui sont tous des Gabonais », s'est réjoui Jacqueline Lydia Mickolo, ministre de la Santé et de la Population du Congo.

**Journée internationale de la lutte contre le harcèlement en milieu scolaire, aujourd'hui  
"Cri de cœur" au lycée Paul Indjendjet Gondjout**

**Rudy HOMBENET ANVINGUI**  
Libreville/Gabon

LE harcèlement est une forme de violence répétée sur une personne. Il peut être verbal, physique, psychologique ou moral. Dans les établissements scolaires, ce phénomène est courant et s'est confortablement et insidieusement installé. Pour dire "non" à cette problématique, la communauté mondiale organise, ce jeudi 8 novembre 2018, la Journée internationale de la lutte contre le harcèlement en milieu scolaire. Ce phénomène, longtemps entretenu, est dés-

ormais dénoncé à la fois par les victimes et par leurs parents. Le taux d'enfants et d'adolescents victimes de harcèlement oscille désormais entre 10 et 15 %. Ce n'est que très tardivement que de nombreux pays, dont le Gabon, ont pris conscience de cette réalité. Or, les conséquences sur l'équilibre psychique et l'insertion sociale des enfants et adolescents victimes de harcèlement sont trop graves pour que nous continuions à fermer les yeux. Une prise de conscience collective s'impose donc. Pour dire non à ce problème qui sévit dans nos établissements et prend des proportions inquié-



Photo : A.J.T

Une précédente sortie de "Cri de cœur" dans un établissement scolaire de Libreville.

tantes, l'Ong "Cri de cœur" organise ce matin, au lycée Paul Indjendjet Gondjout de Libreville, une mobilisation qui réu-

nira les élèves, principale cible, les parents et le corps enseignant de ce grand lycée de la capitale. Conduits par leur prési-

dente, Marie Florentine Ndembet, les membres de cette Ong vont examiner les contours de ce phénomène à travers des témoi-

gnages et discussions tout au long de cette journée. Pour Mme Ndembet, l'objectif de cette sortie est de « repérer les enfants isolés, les écouter, distinguer les petites plaintes de la souffrance réelle, chercher à croiser les regards, contacter les parents, déconseiller fortement aux parents de régler seuls ce problème et apporter des réponses cohérentes. » Elle entend, à travers cet engagement, gagner le pari de la prévention en favorisant les activités qui fédèrent le groupe et responsabilisent les élèves. L'Ong entend également former les apprenants, particulièrement les pairs-éducateurs.

**Front social/Rassemblement général convoqué par la Dynamique unitaire, hier  
Pas grand monde à Awendjé**

**F.S.L.**  
Libreville/Gabon

EN dépit du fait que les travailleurs et membres des syndicats affiliés à Dynamique unitaire (DU) n'ont pas répondu en grand nombre à l'appel à se rassembler, hier après-midi au stade de basket d'Awendjé, l'assemblée générale s'est bel et bien tenue comme prévu. A l'ordre du jour, l'examen de la baisse des

salaires des agents de l'État, de la hausse des impôts et des taxes via le projet de Loi de finances 2019, de la crise à la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), et du licenciement abusif des agents de la Société nationale des bois du Gabon (SNBG). Autour de leur président Jean-Remy Yama, la base de cette confédération syndicale a décidé de laisser un temps de grâce au gouvernement, afin que celui-ci revoie les mesures



Photo : D.R

Les membres du directoire de DU au cours du rassemblement général, hier.

fiscales à venir (hausse de l'impôt sur les sociétés pour les entreprises des secteurs pétrolier et minier, imposition à 50% de l'indemnité de services rendus en cas de départ à la retraite, taxe sur les transactions financières par voie électronique et pour le ramassage des ordures ménagères, etc). Dans le cas contraire, ils prévoient l'organisation d'une grande marche de protestation.